



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 58

Le commerce agricole africain dans un environnement en mutation

Organisateurs : CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne (DG DEVCO), Concord, IFPRI, BMZ/GIZ

Mercredi 23 octobre 2019, 9h00-13h00

Hôtel Sofitel Bruxelles Europe, 1 Place Jourdan, 1040 Bruxelles

<http://bruxellesbriefings.net>

NOTE DE CADRAGE

1. Contexte

Sur le continent africain, la croissance rapide de la population et des revenus fait augmenter la demande de produits alimentaires et agricoles, ce qui ouvre d'importantes possibilités en matière de commerce et d'emploi non seulement pour la production agricole mais aussi pour tous les systèmes agroalimentaires.

Le commerce est un instrument important qui permet aux pays de transformer leur économie et d'augmenter le niveau de vie de leurs habitants. Dans les pays africains, le commerce des produits agricoles offre aux agriculteurs, aux transformateurs et aux autres acteurs de la chaîne de valeur agricole de formidables perspectives en termes d'augmentation des revenus. Le renforcement des capacités des pays africains à participer aux commerce régional et mondial contribue à améliorer le bien-être des consommateurs, à augmenter les revenus des agriculteurs, à accroître la résilience des marchés alimentaires et, enfin, à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté.

Le commerce et l'intégration à l'échelle régionale sont en tête des préoccupations politiques depuis des années, avec de nombreux pays cherchant à conclure des accords commerciaux sous différentes configurations. Le lien entre commerce, intégration et développement offre, de l'avis général, un immense potentiel de croissance durable et de réduction de la pauvreté, ainsi que des opportunités d'amélioration du bien-être des producteurs comme des consommateurs, pour peu que les gouvernements soient en mesure de développer et d'appliquer des politiques en ce sens. Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le rôle du commerce dans l'atteinte des Objectifs de développement durable est reconnu dans de nombreux domaines. La cible 2.b de l'ODD 2 appelle à la correction et la prévention des restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, tandis que les cibles 17.10 à 17.12 de l'ODD 17 mettent aussi en lumière l'importance du commerce, notamment dans les pays les moins développés.

L'intégration régionale est indispensable pour l'Afrique car elle permet des économies d'échelle, encourage l'industrialisation transfrontalière, améliore la position du continent dans les accords commerciaux mondiaux, favorise l'investissement étranger et national, atténue les conflits et consolide les réformes économiques et politiques transnationales qui soutiennent la croissance économique durable.

Nous sommes arrivés à un tournant à la fois pour les relations commerciales internationales et l'intégration commerciale africaine. À l'échelle internationale, les tensions protectionnistes sont vives et pourraient avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale et pour l'Afrique en particulier. Leur impact est déjà manifeste, comme en témoigne le ralentissement actuel de l'économie mondiale. Dans le même temps, les gouvernements africains multiplient les initiatives en faveur d'une intégration régionale accrue. La Zone de libre-échange continentale pour l'Afrique est une initiative qui revêt une importance particulière,¹ même si le chevauchement avec la liste des États membres des communautés économiques régionales

¹ Bouët, Antoine and Odjo, Sunday P. (Eds.). 2019. [Africa agriculture trade monitor 2019](#). Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

(CER) rend plus complexe le travail d'harmonisation et de coordination des politiques et réglementations, et plus élevés les coûts des échanges, un problème qui reste à aborder.

2. Un nouvel élan pour le commerce intrarégional

Le commerce intrarégional en Afrique connaît une croissance rapide – 12 % par an entre 1998 et 2013 – mais est encore modeste en comparaison avec d'autres régions comme l'Europe ou l'Asie. L'Afrique a beaucoup de terrain à rattraper : son commerce intrarégional représentait tout juste 17 % des exportations en 2017, contre 59 % en Asie et 69 % en Europe. De plus, l'Afrique a laissé passer les booms économiques dont d'autres blocs commerciaux ont bénéficié au cours des dernières décennies.²

Selon les prévisions, la valeur du marché alimentaire de l'Afrique devrait plus que tripler pour atteindre un billion USD d'ici à 2030, ce qui ouvrira d'énormes possibilités pour les agriculteurs, les transformateurs de produits alimentaires et les autres entreprises agricoles, en particulier grâce au commerce intérieur. En réalité, comme le révèle l'édition 2018 de l'*Africa Agriculture Trade Monitor* (AATM)³, le commerce agricole africain a considérablement augmenté avec le temps, y compris le commerce agricole intrarégional, pendant que les exportateurs africains gagnaient en compétitivité sur les marchés intrarégionaux. Le commerce intrarégional de l'Afrique est encore modeste en comparaison de celui d'autres régions du monde. Il présente donc un grand potentiel de croissance, surtout s'il peut compter sur des investissements dans les infrastructures liées au commerce et des améliorations des politiques facilitant une plus grande participation du secteur privé aux marchés régionaux.

Étant donné les montants consacrés aux aliments importés⁴, les changements démographiques en cours, les immenses possibilités offertes par les marchés urbains sur tout le continent, sans compter l'énorme potentiel productif de l'agriculture en Afrique, il est évident que nous sommes en présence, à la fois, d'opportunités considérables et d'une nécessité urgente quant à des échanges agricoles accrus aux niveaux intra-africain et intrarégional.

La sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne ne pourra s'atteindre que par le renforcement du commerce et de l'intégration au niveau régional. Selon Badiane et Odjo⁵, l'augmentation du commerce intra-africain et intrarégional, ainsi que le rôle de plus en plus important assumé par les marchés continentaux et régionaux en tant que destinations majeures des exportations agricoles des pays africains, donnent à penser que les flux commerciaux transfrontaliers exerceront une plus grande influence sur le niveau et la stabilité des approvisionnements alimentaires nationaux.

En mars 2018, faisant montre de leur engagement résolu en faveur des progrès du commerce régional et de l'intégration économique sur le continent, 44 chefs d'État et de gouvernement africains ont conclu l'accord sur la Zone de libre-échange continentale pour l'Afrique (ZLECAf). En juillet 2019, 54 pays avaient signé cet accord. Si elle réalise ses ambitions, la Zone de libre-échange continentale, qui deviendrait la plus vaste région de libre-échange au monde, unira 1,3 milliard de personnes, créera 3,4 billions de valeur économique et générera un PIB de 2 500 milliards USD. Cet accord pourrait changer la donne car il devrait stimuler substantiellement les échanges commerciaux intrarégionaux au sein d'un marché africain de

² Badiane Ousmane, éd., Odjo Sunday P., éd. et Collins Julia, éd. 2018. [Africa Agriculture Trade Monitor Report 2018](#). Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

³ *Ibid*

⁴ Entre 2001 et 2014, la facture des importations alimentaires du sous-continent est passée de 6 à 45 milliards USD. Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. [The future of work in African agriculture: Trends and drivers of change](#). OIT. Département de la recherche. Document de travail n° 25. Décembre 2017.

Selon la [Banque africaine de développement](#), le continent dépense chaque année jusqu'à 35 milliards USD en aliments importés, un chiffre qui devrait atteindre 110 milliards USD d'ici à 2025.

⁵ Badiane Ousmane et Odjo Sunday. 2016. [Regional trade and volatility in staple food markets in Africa. In Food price volatility and its implications for food security and policy](#), eds. Matthias Kalkuhl, Joachim von Braun et Maximo Torero. Chapitre 16, pp. 385 - 412.

1,2 milliard de personnes.⁶ Il ambitionne de supprimer les obstacles tarifaires et non tarifaires sur la plupart des marchandises, d'accélérer l'intégration régionale et continentale, d'améliorer les douanes et la facilitation du commerce, de développer les chaînes de valeur régionales et continentales, de favoriser l'industrialisation, puis de créer un marché unique où la main-d'œuvre et les capitaux circuleront librement.

La ZLECAf pourrait considérablement stimuler les échanges commerciaux intrarégionaux en Afrique, à condition d'actionner à la fois les leviers tarifaires et non tarifaires. À terme, l'élimination des droits sur 90 % de ces flux entraînerait une augmentation d'environ 16 % du commerce régional (soit 16 milliards de dollars). Ces réductions devraient être complétées par des politiques ciblant les obstacles non tarifaires. Dans ce domaine, des progrès même modestes sont susceptibles de produire des effets appréciables. Améliorer la logistique du commerce – les services douaniers par exemple – et remédier à la médiocrité de l'infrastructure pourraient être jusqu'à quatre fois plus efficace qu'une baisse des droits de douane pour stimuler les échanges. En outre, la réduction des obstacles non tarifaires accentuerait l'effet stimulant des baisses de droits de douane sur le commerce, surtout dans les pays enclavés et à faible revenu. Il serait donc souhaitable que l'effort d'approfondissement de l'intégration commerciale en Afrique consiste en premier lieu à lever une partie des obstacles non tarifaires, en particulier la médiocrité de la logistique commerciale et des infrastructures.⁷

Parmi les autres facteurs clés qui limitent le commerce des produits agricoles en Afrique, citons la piètre qualité des infrastructures physiques, l'inefficacité des procédures douanières et le coût élevé du harcèlement, l'incohérence des normes et réglementations régionales, la faiblesse de la sécurité alimentaire et des exigences de traçabilité.

En raison de l'engagement politique, des politiques commerciales et de l'expansion des activités manufacturières au-delà des frontières, les gouvernements africains devront faire cause commune pour développer et gérer de bonnes infrastructures physiques dans les secteurs des transports, de l'énergie et des communications.

- Encourager la création de valeur ajoutée pour les produits agricoles et les nouvelles compétences

La majorité des économies africaines dépendent encore des exportations de produits agricoles bruts, qui sont souvent associées à une rentabilité faible et vulnérables aux fluctuations mondiales des prix. La transformation agricole du continent nécessite que l'on investisse dans la création de valeur ajoutée pour permettre le développement des activités de l'agriculture et hors agriculture générant de l'emploi. L'Afrique est surtout compétitive pour les produits non transformés et semi-transformés, non pour les produits transformés. Bien que, sur les marchés mondiaux, l'Afrique soit compétitive essentiellement pour les produits non transformés et semi-transformés, sur les marchés intra-africains, les produits transformés du continent sont très compétitifs. Les exportateurs africains ayant de bonnes capacités d'adaptation, ils parviennent à modifier leur production et à se tourner vers de nouveaux marchés.⁸

Les effets conjugués de l'urbanisation rapide, de la croissance de la population et des transformations qui en résultent au niveau de la demande alimentaire ont des conséquences majeures sur la taille de l'économie alimentaire africaine et sa structure. L'urbanisation et les modes de vie urbains s'accompagnent aussi de modifications des habitudes alimentaires, qui s'étendent au-delà des frontières des villes et cités. La population consomme davantage de fruits et légumes frais ainsi que d'aliments transformés, tandis que la consommation de céréales et de légumes secs est en recul. La recherche de la facilité est une autre tendance générale que l'on observe dans tous les groupes de revenus et qui se traduit par une forte demande d'aliments transformés et préparés, ainsi que par l'expansion du commerce alimentaire ambulancier. Une évolution majeure de l'économie alimentaire est le développement

⁶ Bouët, Antoine and Odjo, Sunday P. (Eds.). 2019. [Africa agriculture trade monitor 2019](#). Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

⁷ Fonds monétaire international. Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne : reprise dans un contexte de grande incertitude. Études économiques et financières. Washington, DC. 2019

⁸ Bouët, Antoine and Odjo, Sunday P. (Eds.). 2019. [Africa agriculture trade monitor 2019](#). Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

rapide des secteurs de la transformation, de l'emballage, de la distribution et du détail. Ces transformations ouvrent de nouvelles possibilités de création de valeur ajoutée et d'emploi et notamment, de plus en plus, dans les segments hors agriculture de la chaîne de valeur.⁹

L'Afrique subsaharienne compte la population la plus jeune et à la croissance la plus rapide au monde. Selon les projections, la population jeune du continent devrait doubler pour dépasser 830 millions d'ici 2050. Chaque année, entre 10 et 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail, alors que seulement 3,1 millions d'emplois sont créés.¹⁰ Il reviendra à l'agriculture et à l'économie informelle d'absorber une large part de cette nouvelle main-d'œuvre.¹¹

Selon une opinion générale de plus en plus répandue, l'agriculture productive de l'avenir sera résolument orientée sur les connaissances et les technologies et nécessitera une palette plus variée de compétences techniques, commerciales et de gestion que celles actuellement offertes par les systèmes d'enseignement et de formation en Afrique. Dès lors, les gouvernements africains devront investir dans l'enseignement et le développement des compétences, notamment numériques, afin d'améliorer la productivité et de pouvoir saisir les opportunités commerciales ouvertes par des produits et marchés plus modernes.

La technologie peut offrir des outils pour gagner du temps et augmenter l'efficacité. Les nouveaux services et technologies numériques ont déjà des incidences considérables sur la façon dont les aliments sont produits, transformés, commercialisés, vendus et consommés aux quatre coins du continent. La manière dont les pays africains se positionneront pour exploiter et déployer ces technologies numériques déterminera aussi la future compétitivité de l'agriculture africaine et sa contribution à l'économie de chaque pays.¹² La pénétration du marché rural et le passage au numérique des chaînes de valeur sont une double priorité pour un nombre croissant de fournisseurs de services financiers mobiles.¹³

- **Remédier au manque de financement du commerce**

Afin de bénéficier d'avantages économiques plus substantiels, les institutions financières du continent ont entrepris de répondre à la demande insatisfaite pour combler le manque de financement du commerce en Afrique, que la Banque africaine de développement (BAfD) estime actuellement à 120 milliards USD. Plusieurs initiatives de financement du commerce ont été lancées, qui visent à libérer les échanges intrarégionaux et ainsi doper la croissance économique.

Les banques nationales et internationales représentent encore plus de 30 % des transactions commerciales en Afrique, alors que les financements commerciaux à intermédiation bancaire affectés au commerce intra-africain sont estimés à seulement 20 % du commerce total du continent, selon la BAfD. Les grandes entreprises africaines se taillent la part du lion dans ces financements du commerce, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) et les nouveaux-venus dans le monde des affaires sont confrontés à des difficultés considérables pour obtenir des facilités de crédit auprès des banques.¹⁴

La Banque mondiale estime que les PME apportent une contribution atteignant jusqu'à 60 % de l'emploi total et 40 % du PIB dans les économies émergentes. Les solutions numériques ont un rôle clé à jouer pour remédier au manque de financement du commerce. Les PME devraient pouvoir se charger d'une part considérable de la croissance du continent, pour autant que l'on arrive à atténuer certaines contraintes, notamment en facilitant l'accès au financement pour le commerce, en réduisant la grande complexité des procédures, en remédiant à la faiblesse de la documentation, au manque de données de crédit relatives aux clients, au peu de profondeur des compétences et outils financiers, aux ressources et connaissances limitées en matière d'appui au processus de levée de fonds.

⁹ Allen T. P. Heinrigs et I. Heo (2018), « [Agriculture, alimentation et emploi en Afrique de l'Ouest](#) », *Notes ouest-africaines*, n° 14, OECD Publishing, Paris.

¹⁰ Banque africaine de développement. Des emplois pour les jeunes en Afrique : 2016

¹¹ Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. [The future of work in African agriculture : Trends and drivers of change](#). OIT. Département de la recherche. Document de travail n° 25. Décembre 2017.

¹² Mamo Panel. [Byte by Byte: Policy Innovation for Transforming Africa's Food System with Digital Technologies](#). 2019.

¹³ GSMA. [2018 State of the Industry Report on Mobile Money](#).

¹⁴ <https://www.tradefinanceglobal.com/trade-finance/>

Par ailleurs, il est urgent que les investisseurs, les intermédiaires et les entreprises réduisent les coûts globaux de leurs transactions. La complexité du financement du commerce, avec ses nombreux points de contrôle manuels, ses multiples plateformes fragmentées et ses réglementations, occasionne des retards dans les paiements et les livraisons, ainsi qu'une augmentation des coûts. Toutefois, le commerce bénéficiera d'innovations technologiques telles que la technologie des registres distribués (DLT) et la blockchain. L'application de la blockchain peut améliorer la logistique et la distribution des biens produits localement et renforcer la traçabilité et la certification en fournissant des informations de la ferme à l'assiette du consommateur – qui peut suivre les produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement, du producteur à l'acheteur final, en passant par le distributeur.¹⁵

3. La voie à suivre

Doper le commerce intra-africain et approfondir l'intégration régionale se présentent comme deux moyens efficaces d'accélérer la transformation économique de l'Afrique. L'accroissement de volume des échanges intra-africains de produits agricoles et l'élimination des obstacles non tarifaires sont susceptibles de stimuler l'industrialisation et de renforcer la compétitivité aux niveaux des pays et des secteurs industriels, grâce à l'augmentation des investissements dans la connectivité et les infrastructures tant physiques que numériques.

Il faut pour cela que les gouvernements passent à l'action afin d'accroître la productivité tout au long de la chaîne de valeur, de réduire les coûts du commerce et d'éliminer les obstacles aux échanges, cela dans le but de doper le commerce à la fois mondial et intrarégional.

La mise en œuvre de politiques qui, comme l'accord sur la ZLEC, intensifient le commerce intrarégional sera cruciale pour ouvrir le continent à de nouveaux investisseurs et améliorer les possibilités offertes à ses entrepreneurs. Il sera tout aussi important d'affecter une plus grande part des dépenses publiques à l'agriculture – en particulier à la recherche et au développement agricoles –, d'harmoniser les réglementations et de réduire les obstacles au commerce intrarégional, ainsi que de créer un environnement favorable au développement de chaîne de valeur en renforçant les institutions de marché et en investissant dans les infrastructures. S'ils tiennent à maximiser les bénéfices de l'intégration régionale et à ouvrir de nouvelles possibilités de compétitivité agricole, les décideurs politiques, le secteur et les partenaires de développement doivent pouvoir accéder à des données précises, complètes et fiables concernant le commerce agricole intrarégional et inter-régional en Afrique.

Objectifs du Briefing

Afin d'améliorer le partage d'informations et de promouvoir la mise en réseau, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent, depuis 2007, des briefings bimestriels sur des questions et des défis clés pour l'agriculture et le développement rural dans le contexte de la coopération ACP-EU. Ce Briefing consacré au commerce agricole en Afrique s'inspire des conclusions de l'AATM.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs politiques ACP-UE et des représentants des États membres de l'UE, des ambassades des pays ACP, de groupes de la société civile, de réseaux de recherche et des praticiens du développement, ainsi que des organisations internationales établies à Bruxelles.

Matériel disponible

Les contributions et les commentaires apportés avant, pendant et après les réunions seront inclus dans le blog des Briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Un bref rapport et un reader en format papier et électronique seront rédigés peu après la réunion.

¹⁵ CTA. [Les opportunités offertes par la blockchain dans l'agriculture](#). Chris Addison, Senior Expert Data4Ag ; Isolina Boto, Manager, CTA ; Thomas Heinen, Advisor Communication and Digitalisation, GIZ ; Ken Lohento, CTA



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 58

Le commerce agricole africain dans un environnement en mutation

Organisateurs : CTA, Secrétariat ACP, Commission européenne (DG DEVCO), Concord, IFPRI, BMZ/GIZ

Mercredi 23 octobre 2019, 9h00-13h00

Hôtel Sofitel Bruxelles Europe, 1 Place Jourdan, 1040 Bruxelles

<http://bruxellesbriefings.net>

PROGRAMME

09h00-09h15 **Présentation du Briefing** : *Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et Coordinatrice des Briefings*

Remarques introductives : *Viwanou Gnassounou, Assistant Secrétaire Général, Secrétariat ACP ; Wim Olthof, Chef d'Unité adjoint, Sécurité alimentaire, Nutrition, Europeaid, Commission européenne ; Ousmane Badiane, Directeur Afrique IFPRI ; Tim Sauler, Chef adjoint de la Politique de Développement, Délégué auprès du groupe de travail ACP, Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'Union européenne ; Michael Hailu, Directeur, CTA*

09h15-11h00 **Panel 1 : Nouvelles opportunités pour le commerce régional de l'Afrique**

Ce panel discutera des tendances et perspectives du commerce régional en Afrique à la lumière des évolutions politiques et des performances de l'Afrique sur différents marchés.

Panélistes :

- État des connaissances sur le commerce intrarégional en Afrique : AATM 2019
Antoine Bouet, Chercheur principal et codirigeant du Programme Mondialisation et Marchés de la Division Marchés, Commerce et Institutions (MTID), IFPRI
- Impact de la PAC et leçons apprises pour le commerce régional agricole de l'Afrique
Alan Matthews, Professeur de Politique agricole européenne, Trinity College, Irlande
- Soutenir l'industrialisation du secteur agroalimentaire du continent
Mariam Yinusa, Economiste principale, Banque africaine de Développement (BAD)
- Investir dans un commerce Agricole inclusive qui bénéficie les producteurs
Hanna Saarinen, Conseiller, Politiques alimentaires, agricoles, foncières, Oxfam UE

11h00-11h15 **Pause café**

11h15-13h00 **Panel 2 : Les réussites du commerce régional**

Ce panel présentera plusieurs réussites et modèles innovants en matière de commerce régional dans diverses régions africaines, ainsi que les enseignements qui en ont été tirés pour leur adoption à grande échelle et l'expansion du commerce régional

Panélistes :

- Relations commerciales entre l'Afrique et l'UE dans le secteur agroalimentaire
Cécile Billaux, Chef d'Unité, DG Commerce, Commission européenne
- Opportunités des produits à valeur ajoutée sur les marchés locaux et régionaux
Rose Mutuku, Directrice générale, Smart Logistics Solution, Kenya
- *De la fève de cacao à la barre de chocolat : capter la valeur ajoutée localement*
Komi Agbokou, Président et Fondateur, Togo Choco

Remarques de clôture

13h00 Déjeuner